

Cent soixante-dix-septième session du Conseil de la FAO

Point 6 de l'ordre du jour: Interventions d'urgence de la FAO dans les contextes de crise

La malnutrition aiguë demeure terriblement répandue, en dépit des efforts mondiaux. Depuis 2020, la proportion de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë est globalement stable. En 2023, plus de 282 millions de personnes dans 59 pays ou territoires étaient en proie à l'insécurité alimentaire aiguë. Par conséquent, le travail de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le domaine des interventions d'urgence et du renforcement de la résilience, qui s'inscrit dans les domaines prioritaires du Programme du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, fait partie intégrante de ses activités aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national.

La FAO joue un rôle clé dans les instances et les instruments interorganisations et multilatéraux qui dirigent, façonnent et encadrent la coordination à l'échelle du système des Nations Unies dans les contextes de crise alimentaire, y compris le Comité permanent interorganisations, le module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et le module au niveau des pays, ainsi que le Réseau mondial contre les crises alimentaires, entre autres. Dans ce cadre, la FAO collabore aussi avec le Programme alimentaire mondial (PAM), d'autres organisations des Nations Unies et des partenaires.

À l'échelon mondial, les principaux facteurs de la faim aiguë – conflits, phénomènes climatiques extrêmes et fléchissements économiques – devraient persister en 2025. Selon le dernier rapport FAO-PAM sur les points névralgiques de la faim, l'insécurité alimentaire aiguë s'est aggravée dans 16 foyers de famine, se situant dans 22 pays ou territoires, entre novembre 2024 et mai 2025. La FAO entend venir en aide à 49 millions de personnes dans plus de 30 pays en 2025, ce qui nécessite 1,9 milliard d'USD – soit à peine 4 pour cent des besoins de financement totaux du Plan d'intervention humanitaire, de portée mondiale.

La réduction de l'insécurité alimentaire aiguë requiert une réaction équilibrée. Cependant, le financement humanitaire demeure extrêmement asymétrique, dans la mesure où seuls 3 pour cent du financement du secteur de l'aide alimentaire sont alloués à l'assistance agricole d'urgence. Ce déficit de financement sape les efforts destinés à aider les populations rurales à s'extraire de la faim, à reconstituer les stocks de nourriture et à stabiliser les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Dans les contextes de crise, le travail de la FAO, vaste et efficace, s'avère rentable. À ce titre, l'Organisation fournit une assistance directe aux ménages vulnérables, produit et analyse des données, et dirige des initiatives mondiales et transfrontières.

Le document du Conseil portant la cote CL 177/6 contient des informations actualisées par pays sur les points névralgiques de la faim, résumant la situation en matière d'insécurité alimentaire ainsi que les activités et les interventions d'urgence de la FAO dans ces contextes de crise. Le document CL 177/5 fait quant à lui le point sur la situation à Gaza et en Ukraine.

Comme demandé dans le rapport de la Réunion conjointe du Comité du Programme (140^e session) et du Comité financier (203^e session), une synthèse du paysage actuel de l'analyse des données sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguës est présentée ci-après, ainsi que les incidences de cette situation pour l'avenir.

La collecte et l'analyse de données sont fondamentales pour comprendre les crises alimentaires, concevoir des interventions efficaces et éclairer les politiques, les priorités et l'affectation des ressources. Ces activités, qui prennent de nombreuses formes – enquêtes auprès des ménages, évaluations de la production végétale et animale, entretiens avec des informateurs clés, télédétection et modélisation, consolidation de données ou encore analyses de données multipartenaires –, sont menées par un large éventail d'acteurs aux niveaux local, national et mondial. L'évolution du contexte de financement influe sur cet écosystème complexe de données et d'analyses. En outre, compte tenu de la moindre quantité de données disponibles et des capacités d'analyse diminuées, la communauté internationale risque de peiner

à affecter les ressources de manière efficace et efficiente, ce qui ne ferait que tendre encore davantage un environnement de financement déjà contraint.

Les principaux partenaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui participent à la collecte et à l'analyse de données subissent déjà des réductions de financement. Par exemple, plusieurs processus de collecte de données sont en passe d'être annulés et la priorité est accordée à certains pays. Les principales conséquences de cette situation pour certaines organisations ou entités sont les suivantes:

- Le rôle de chef de file de la **FAO** en matière d'analyse de la sécurité alimentaire dans les pays en proie à une crise alimentaire est menacé en raison de la faible quantité de données disponibles et de la couverture réduite des analyses, ce qui se répercute sur les politiques et les programmes visant à réduire l'insécurité alimentaire aiguë et à transformer les systèmes agroalimentaires. Par exemple, le système d'information de la FAO sur les données dans les situations d'urgence a vu sa portée réduite de 50 pour cent: alors qu'il couvrait 29 pays en proie à une crise alimentaire en s'appuyant sur 58 enquêtes par sondage en 2024, ces chiffres ont été ramenés respectivement à 15 et 30 en 2025. De plus, l'aptitude de la FAO (et du PAM) à mener les missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire pourrait également être compromise faute d'un financement suffisant.
- Le **Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)** et le **Cadre harmonisé (CH)** – systèmes essentiels pour évaluer l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguës – sont aussi concernés. La réduction du nombre de partenaires de l'IPC ou le retrait de certains limitent les compétences et les points de vue; dans le même temps, d'autres partenaires font état d'une diminution de leurs capacités dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des évaluations multisectorielles rapides des besoins humanitaires. Bien que l'on n'ait pas encore cerné tous les effets de la baisse des financements, il est probable qu'un certain nombre des sources de données de l'IPC et du CH soient concernées après juin 2025.
- En l'absence de soutien financier pérenne, des **organisations non gouvernementales nationales et internationales** jouant un rôle technique crucial se verraient contraintes à réduire la collecte de données, limitant ainsi la quantité de données prises en compte dans les principaux processus d'analyse (notamment au sein du Groupe de travail technique de l'IPC) et dans l'efficacité des programmes.

L'inexistence ou l'interruption des flux de données de la FAO et des partenaires va créer des lacunes importantes en matière de données, qui amoindriront la capacité d'anticiper une dégradation de la situation et de réagir efficacement. Cela aurait aussi des effets sur la capacité de la communauté internationale de surveiller l'évolution de l'insécurité alimentaire et de la nutrition, de repérer les nouveaux points névralgiques et de concevoir des interventions efficaces. Enfin, les contributions des acteurs de la sécurité alimentaire à l'aperçu de la situation humanitaire mondiale, établi par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, seront aussi concernées, ce qui aura peut-être des répercussions sur l'exhaustivité de l'aperçu 2026.

M^{me} Beth Bechdol, Directrice générale adjointe